

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées\\_CNAM FG 16 \(3\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin au ministre des Travaux publics, vers le 16 septembre 1879](#)

## Jean-Baptiste André Godin au ministre des Travaux publics, vers le 16 septembre 1879

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888) ; Tisserant, Alexandre (1822-1896)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 16 (3)

Collation 4 p. (20r, 22v, 21r, 21v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888) ; Tisserant, Alexandre (1822-1896), Jean-Baptiste André Godin au ministre des Travaux publics, vers le 16 septembre 1879, consulté le 12/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/52562>

Copier

### Présentation

Auteur·e

- [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)
- [Tisserant, Alexandre \(1822-1896\)](#)

Date de rédaction [vers le 16 septembre 1879](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Ministère des Travaux publics \(France\)](#)

Lieu de destination Paris

Scripteur / Scriptrice [Tisserant, Alexandre \(1822-1896\)](#)

# Description

Résumé Sur un conflit avec l'administration relatif à l'exploitation des ports sur le canal de la Sambre à l'Oise. Godin demande au ministre de l'autoriser à exploiter le port de Longchamps qu'il a aménagé en 1876 pour le déchargement des matières premières utiles à son usine de Guise. L'inspecteur des ports exige la fermeture du port, pourtant privé et non public, au nom d'un décret ministériel du 13 janvier 1854, que Godin demande au ministre d'interpréter en sa faveur.

## Notes

- Date de rédaction : la lettre n'est pas datée ; elle est située dans le registre de correspondance entre une copie de lettre du 16 septembre 1879 et une autre du 23 septembre 1879.
- La fin de la formule de politesse et la date de rédaction ne sont pas copiées.
- La lettre n'est pas signée ; elle est rédigée par Alexandre Tisserant pour Jean-Baptiste André Godin.
- Un mémoire sur l'affaire du port de Longchamps, daté à Guise le 13 septembre 1879, est copié sur les folios 12r à 17v du registre FG 16 (3).

## Mots-clés

[Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#), [Ressources naturelles](#), [Transport de marchandises](#)

### Personnes citées

- [Delpierre \[monsieur\]](#)
- [Faglin \[monsieur\]](#)

### Lieux cités

- [Canal de la Sambre à l'Oise](#)
- [Étreux \(Aisne\)](#)
- [Longchamps, Vadencourt \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Pauline Péliissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024

---

A Monsieur  
Monsieur le Ministre des travaux publics  
à Paris.

Jean-Baptiste André  
Gérard, ancien député à  
l'Assemblée nationale,  
conseiller de l'Université  
de l'Orléans, maintenant  
à Guise.

Monsieur le Ministre,

D'après procès-verbal authentique du 2. juillet 1873, je me suis vu  
demande en interprétation judiciaire à titre de bord moyennant un loyer annuel de cinquante francs  
d'une section ministérielle terrain appartenant à la commune de Longchamps, canton de Guise, Seine, situé  
du 13. janvier 1874, relatif au projet de l'édifice N° 40 du canal de la Somme à l'Oise et longeant le bras latéral  
au classement du port sur à l'est de ce canal, dans le but d'y établir un port à mon usage personnel  
des travaux de Longchamps, et exclusif pour le débarquement et le dépôt des matières premières  
M. Quentin et de la Somme et l'Orléans, destinées à l'édifice entretenu de l'édifice que j'exploite à Guise.  
à l'Oise.

En acte des deux procès-verbaux des 2 et 6. mars 1876, j'ai permis avec la  
liste du canal de la Somme à l'Oise une concession de terrains à l'édifice  
à établir le port dont j'avais besoin, à faire sur la berge et le fond de ce canal  
aménagements nécessaires au garage des bateaux et à leur déplacement.  
J'ai immédiatement exécuté les travaux et placé les engins nécessaires.

13. janvier 1874.  
5. acte de concession du port et de plus j'ai approprié le terrain lors de la commune au dépôt de mes pontons, de  
4. octobre 1876. l'édifice de l'édifice et de l'édifice.

7. copie du procès-verbal  
du 13. juillet 1877.  
il est exclusivement au débarquement et au dépôt des matières premières de l'édifice.

1. copie des lettres de l'inspecteur des pontons pour le seul usage de mon usine dont il est devenu une dépendance  
du 13. juillet 1877. employés et les voisins de mon établissement tout les autres personnes qui y  
ont 1877.

lettres du garde port de l'Orléans  
du 13. juillet 1877 et 2. janvier 1878 entièrement distinctes du mien dont il est séparé pour la route de Guise à Robain.

1. plan du canal.

que n'est sa prétention à une grande industrie comme celle à l'île de  
laquelle je procure le travail à une nombreuse population d'employés et d'ou-  
vriers. Malgré l'évidence de mon droit, une lettre de M.<sup>r</sup> l'inspecteur des ports  
en date du 29. nous vint, revêtu d'une annotation de M.<sup>r</sup> le commissaire de  
justice, dans laquelle on me communiquait et que je produis en copie, atteste  
la persistance de l'administration dans la poursuite dirigée contre mon usine,  
et moi.

Cette persistance me force à recourir, Monsieur le Ministre, à  
votre haute intervention, pour déterminer nettement la portée de votre déci-  
sion du 13. janvier 1854.

Cette décision ne fait pour ainsi dire que homologuer la proposition  
que vous a <sup>présentée</sup> ~~présenté~~ Monsieur le Préfet de l'Orne à la date du 16. 7<sup>me</sup> précédent  
s'appuyant des procès-verbaux de l'enquête relative pour vous; pour l'interpréter  
minimement, il est indispensable de consulter ces procès-verbaux et cette propo-  
sition que l'administration ni le ministère public ne produisent. En ce qui concerne  
Longchamps, il est vraisemblable que ces documents n'ont rien que le port existant  
à leur date, ouvert au public et principalement affecté au commerce de bois et  
que Monsieur le Préfet n'a point demandé en quelque sorte présentivement,  
le classement de tout port ultérieurement créé sur la territoire de Longchamps,  
ni l'autorité d'un port établi sous les conditions spéciales, ou se trouve le mien, c'est à  
dire distinct et séparé du port ancien et classé, fermé au public, destiné à des usages  
particuliers, créé en vertu d'une concession spéciale et exclusivement affectée au  
service et au dépôt de nos fontes, de nos houilles et de nos colles.

S'il en est ainsi, je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien mettre  
une barre à la poursuite dont je fais l'objet en me donnant pour vice d'in-  
terprétation de votre décision du 13. janvier 1854, la déclaration qu'elle n'est pas  
applicable à mon port particulier de Longchamps.

Veuillez agréer

Guise le

une parcelle de terrain particulière. Le port est ouvert au public pour des marchandises de toute nature, particulièrement les bois; il a été classé par votre décision du 13. janvier 1834 et il est placé sous la surveillance d'un garde-port résidant à Orléans, c'est à dire à 9. K<sup>m</sup> de Bourges pour la berge orientale et ~~à 12 K<sup>m</sup>~~ pour la rive <sup>à 12 K<sup>m</sup></sup> de la Loire, siège de mon établissement.

Ni la nature des marchandises que j'y débouque, ni aucune décision rendue par vous après enquête n'ayant soulevé mon port à la surveillance des agents des ports (Décret du 21. août 1832. art. 1), j'en ai usé librement depuis sa création, comme de chose à moi appartenant sans contrôle ni formes de la législation spéciale aux ports de bassin de la Loire.

Cette situation a duré sans trouble jusqu'en juillet 1878.

Le 14. de ce mois le 1<sup>er</sup> Delpierre, garde port à Orléans, m'a fait remettre par lettre ministérielle la prétention de considérer mon port comme soumis aux mesures de police édictées par le décret précité et il a retiré cette prétention par une seconde lettre du 3. janvier dernier, accompagnée d'une note de remerciements à lui porter.

J'ai répondu à cet agent que mon port n'était pas un port public, mais une annexe de mon usine, que je n'en usais que pour mes fontes, brûles et coques, et qu'en conséquence je n'étais pas soumis au décret qu'il invoquait.

C'est en cet état que six mois après la dernière lettre le 1<sup>er</sup> Delpierre a eu l'audace d'aller contre le 1<sup>er</sup> Faglin, mon vicaire, et de lui proposer de lui remettre par la transport à mon usine, un procès verbal prouvant que j'en avais remis lui avoir remis la déclaration préalable de propriétaire, des marchandises déposées sur un port classé par décision ministérielle du 13. janvier 1834 (Décret précité, art. 19)

Le procès verbal n'a fait l'objet d'une poursuite en simple police dans laquelle j'ai été appelé comme indûment responsable.

La défense de mon vicaire et la mienne ont insisté à soutenir qu'il n'y avait pas de contravention dans le fait reproché et que, changeant de la bricole sur le port particulier, libre et non classé qui m'appartient, mon vicaire n'était à aucun titre tenu de remplir les formalités prescrites par l'art. 19 du décret du 21. août 1832, lorsque il s'agit de ports classés ou d'usines.

